SEANCE DU CONSEIL GENERAL DES 8 ET 9 OCTOBRE 2018**Point 2 de l'ordre du jour****Règlement scolaire - révision totale****I. Introduction**

La Loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (LS), entrée en vigueur le 1^{er} août 2015, et son Règlement du 19 avril 2016 (RLS), entré en vigueur le 1^{er} août 2016, ont apporté d'importants changements dans la répartition des tâches entre l'Etat et les communes, notamment avec la création de la direction d'établissement, à savoir, s'agissant de l'école primaire, le responsable d'établissement. La LS prescrit que les communes disposent d'un délai de deux ans dès l'entrée en vigueur du RLS, soit jusqu'au 1^{er} août 2018, pour adopter un règlement scolaire conforme à la nouvelle législation cantonale.

A cet effet, le Conseil communal a élaboré un projet en reprenant les clauses du règlement-type de l'Etat et en y ajoutant quelques dispositions supplémentaires. Ce projet a été transmis le 2 octobre 2017 à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS), pour examen préalable. Ses remarques et commentaires, reçus le 3 avril 2018, ont fait l'objet de quelques demandes de précisions complémentaires. Compte tenu du délai de convocation, il n'a pas été possible de présenter le nouveau règlement scolaire au Conseil général à la séance de mai 2018. Afin de respecter le délai prescrit, la DICS a demandé de prévoir une entrée en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} août 2018.

II. Modifications**Compétences des communes** (art. 56 et 57 LS) :

Les communes doivent pourvoir à ce que chaque enfant reçoive l'enseignement obligatoire en accomplissant les tâches prévues par la législation scolaire et en prenant les décisions que ladite législation place dans leur compétence. Elles sont tenues, dans les limites de leurs attributions, de veiller au bon fonctionnement de leur(s) établissement(s) scolaire(s) et d'assurer un cadre de travail agréable.

Dans leur activité de gestion, les communes doivent notamment :

- édicter un règlement scolaire,
- mettre à disposition les locaux et installations scolaires, les équiper, les entretenir et en assurer la gestion courante,
- engager le personnel administratif et technique nécessaire au fonctionnement de l'établissement,
- procurer le matériel et les fournitures scolaires nécessaires,
- créer et gérer une bibliothèque scolaire ou en permettre facilement et gratuitement l'accès,
- approuver l'organisation de l'année scolaire,
- pourvoir au transport des élèves,
- proposer un accueil extrascolaire des élèves en portant une attention particulière au transport.

Principales nouveautés de la LS et du RLS :

- Reprise par l'Etat des frais de traitement des autorités scolaires et des charges y relatives ainsi que des moyens d'enseignement.
- Nouvelle répartition entre les communes et l'Etat des frais de logopédie, psychologie et psychomotricité ainsi que des frais scolaires communs.
- Création des postes de responsables d'établissements, chargés de l'organisation, du fonctionnement et de la gestion administrative et pédagogique de leur établissement, de la conduite du personnel enseignant, de la qualité de l'enseignement et de l'éducation ainsi que de la collaboration avec les partenaires de l'école auprès desquels ils représentent l'établissement.
- Suppression de la commission scolaire en tant qu'autorité scolaire, au sens des articles 59 à 63 de l'ancienne loi scolaire en vigueur jusqu'au 31 juillet 2015.
- Création du conseil des parents, servant à l'échange d'informations et au débat de propositions portant sur la collaboration entre l'école et les parents ainsi que sur le bien-être des élèves et leurs conditions d'étude. Le conseil est consulté par les autorités compétentes dans les affaires scolaires de portée générale en lien avec l'établissement et pour lesquelles le rôle ou l'avis des parents est important. Le conseil des parents n'a pas de compétence décisionnelle.
- Suite à l'arrêt du Tribunal fédéral du 7 décembre 2017, suppression de la facturation d'une participation des parents pour le matériel scolaire ainsi que pour les frais des activités telles que excursions, visites culturelles, journées sportives, camps. Seule une participation aux frais de repas peut être facturée.

III. Nouveau règlement scolaire communal

Le Conseil communal a décidé de procéder à une révision totale du règlement scolaire communal adopté par le Conseil général le 26 juin 2006, en reprenant et complétant le règlement-type établi par la DICS.

Il a également procédé à une révision profonde de la convention avec la commune de Morlon vu que celle-ci fait partie du même cercle scolaire. La convention intercommunale relative au cercle scolaire Bulle - Morlon est adoptée par les Exécutifs (art. 108 al. 2 LCo).

IV. Conclusion

Le Conseil communal invite le Conseil général à adopter la révision totale du Règlement scolaire, telle qu'elle lui est présentée.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

**Le Syndic
Jacques Morand**

**Le Secrétaire général
Jean-Marc Morand**

Annexe : Règlement scolaire